

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 119

17 janvier - 30 janvier 1972

LE NUMERO :

0,50 F

LE PROGRAMME DU P. C. F. :

La dictature "avancée" du capital

« Toutes les "formes de gouvernement" transitaires en régime capitaliste ne sont que des variétés de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de la dictature de la bourgeoisie ».
(Lénine ; "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky").

A grand renfort de publicité, le P.C.F. vient de lancer son nouveau « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire ». Qu'il s'agisse d'un programme purement bourgeois, postulant la conservation et l'aménagement du capitalisme et de son Etat, ce n'est pas une nouveauté pour nous. L'opportunisme stalinien, comme toutes les variétés d'opportunisme de l'histoire, a pour fonction essentielle de propager l'idéologie bourgeoise dans les rangs du prolétariat et de servir les intérêts de l'Etat capitaliste. Jamais pourtant cela n'a été aussi clair.

Selon la conception idéaliste bourgeoise, l'Etat est l'émanation de la souveraineté populaire, l'Etat de tous les citoyens, libres et égaux en droits, et la démocratie en est la forme la plus achevée. Le matérialisme marxiste, lui, a démasqué cette mystification en révélant dans l'ordre social la réalité des rapports de classe et dans l'Etat la trique aux mains de la classe dominante, l'instrument par lequel elle maintient sa domination sur la classe opprimée, même et surtout sous le masque hypocrite de la démocratie.

Les politiciens petits-bourgeois et opportunistes, au contraire, rêvent d'un Etat qui serait un organe de conciliation, un arbitre neutre et impartial entre les classes : ils nient du même coup la nécessité du renversement violent de l'Etat bourgeois, qu'ils prétendent pouvoir conquérir et transformer au lieu de le briser. L'Etat populaire libre des opportunistes ridiculisés par Marx et Engels, la « démocratie pure » ou « démocratie présocialiste » de Kautsky, démolie par Lénine, la « démocratie avancée » du P.C.F. actuel sont autant d'incarnations successives de la même illusoire utopie de la petite-bourgeoisie impuissante, subjuguée par la bourgeoisie : le capitalisme mais sans ses abus, la domination du capital mais sans la violence, et du même coup le passage pacifique et graduel au socialisme par la soumission raisonnable de la minorité à la majorité.

Rien d'étonnant si le passage pacifique au socialisme constitue le pivot de la théorie du P.C.F., dès lors qu'il substitue à l'analyse marxiste des lois objectives et impersonnelles du mode de production capitaliste une condamnation morale lancée contre la « domination des puissances d'argent » et qu'il définit le socialisme non par l'abolition du salariat et de l'échange, mais par le transfert de la propriété à l'Etat, la répartition « équitable » des richesses et la gestion des affaires « par l'ensemble du peuple » : pourquoi la révolution serait-elle nécessaire pour passer du capitalisme au socialisme ?

Mais le programme 1971 fait mieux : d'étape qu'elle était vers un prétendu socialisme, la démoc-

cratie avancée devient le but. C'est à la description de celle-ci que sont consacrées les 250 pages du programme, alors que le socialisme doit se contenter d'une demi-page dans l'introduction de Marchais... Parti de gouvernement, parti responsable, comme il l'a lui-même affirmé à plusieurs reprises, le P.C.F. se présente ici (dans l'optique d'une préparation des élections de 73, mais aussi d'une crise sérieuse qui pourrait bien menacer l'ordre existant et entraîner la bourgeoisie à jouer sa dernière carte en confiant la gestion de ses intérêts à l'opportunisme) comme un candidat sérieux à la gestion et au sauvetage de l'Etat du capital. Le programme 71 n'est rien d'autre qu'un hommage à l'idéologie démocratique de la bourgeoisie, et une proposition de réformes d'aménagement du capitalisme destinées à prolonger son existence.

Nous ne ferons que survoler la première partie, « Vivre mieux ». Indépendamment de la prudence extrême des promesses, toutes graduées et parfaitement assimilables par l'économie capitaliste (pas de salaire inférieur à 1.000 francs par mois, retour progressif aux 40 heures, accès de tous à la culture et donc à la promotion sociale), le mensonge consiste à prétendre qu'il est possible, dans ce régime nécessairement fondé sur le profit, de réconcilier « progrès social » et « expansion économique » (p. 19) et à faire croire aux travailleurs qu'il leur est possible, en régime capitaliste, d'obtenir des *acquis durables*, permettant une amélioration progressive et continue de leur sort (pp. 35-36). Toute l'expérience des luttes sociales montre que la bourgeoisie, qui ne concède quelques améliorations aux travailleurs que contrainte et forcée par leurs luttes, reprend toujours peu après ce qu'elle a accordé. L'essentiel est qu'elle garde le pouvoir : aussi est-ce la seule chose qu'elle ne soit pas disposée à céder ! Qu'il s'agisse des augmentations de salaire, réduites à néant par l'inflation, qu'il s'agisse de la durée du travail, que la bourgeoisie est bien disposée à diminuer lorsque la production stagne, mais qu'aucune promes-

se ne pourra l'empêcher d'augmenter à nouveau lorsque l'expansion l'exigera. Sans prendre d'autres exemples, il suffit de se souvenir de ces expériences de « gouvernement démocratique d'union populaire » avant la lettre que furent le Front Populaire de 1936 ou le gouvernement à participation « communiste » de 1945-47. Un an et demi après les accords Matignon, conclus au terme de la crise économique des années 30, les 40 heures avaient déjà cessé d'exister et les ouvriers travaillaient 48 heures et plus par semaine, pour satisfaire les besoins de la production en vue du deuxième conflit impérialiste. La guerre terminée, le problème du chômage ayant été provisoirement résolu par le massacre de millions de prolétaires, et le capitalisme ayant été régénéré par la destruction massive des forces productives, l'opportunisme incita les travailleurs à « retrousser les manches », à travailler les dimanches et même le premier mai pour les besoins de la « reconstruction » : pas question alors de revendiquer un retour aux 40 heures !

C'est pour cela que nous ne pouvons avoir de revendications immédiates à proposer comme but aux travailleurs. Celles-ci ne peuvent être qu'un moyen en vue du but final révolutionnaire, la lutte leur permettant de forger cette « union grandissante » qui fait leur véritable

(Suite en page 4)

Le marxisme et la guerre indo-pakistanaise

Dans l'histoire de l'irrésistible développement de l'économie mercantile, qui ronge les civilisations paysannes comme un cancer, sape leurs illusions patriarcales et détruit leur isolement, le marxisme a toujours distingué deux types de révolution. Ce n'est pas par un décret métaphysique que se constituent les nations en brisant l'éparpillement féodal ou en unifiant dans le capitalisme le morcellement asiatique. Cette transformation peut se produire de mille façons différentes, et à des rythmes très divers. Cependant, la doctrine communiste montre qu'il existe, en dernière analyse, deux voies essentielles de développement, deux manières d'entrer dans l'ère moderne : la révolution « par en bas » et la révolution « par en haut », la « méthode française » et la « méthode prussienne ».

Contrairement au prolétariat dont le seul outil d'émancipation est son parti de classe, la bourgeoisie conquiert peu à peu, comme résultat spontané du développement de l'économie monétaire, une place dominante dans l'économie. Il est bien vrai toutefois que c'est seulement la magnifique violence de Cromwell, à la tête de ses bataillons de « têtes rondes » et sentant déjà dans son dos l'ombre terrible des « niveleurs », qui creva définitivement la coquille d'un féodalisme en déclin, et qui mit au monde un fier rejeton de capitalisme. De même, c'est sur l'échafaud, au fracas des maximes révolutionnaires de Robespierre et de Saint-Just, tranchantes et claires comme la guillotine, que la révolution française trouva la sanction centralisée de sa radicalisation dans les campagnes. Et c'était une profonde vérité marxiste qu'énonça Lénine le jour où il écrivit cette phrase laconique : « N'est pas marxiste qui n'a pas le plus profond respect pour les révolutionnaires bourgeois ». Marx caressa un moment l'idée d'écrire l'histoire de la Convention, sans doute pour illustrer ce fait indéniable que « les révolutions sont les locomotives de l'histoire » car il y eut véritablement, en France et en Angleterre, une révolution « par en bas ». Certes, des historiens ont démontré que la bourgeoisie, déjà influente dans les campagnes, avait racheté pour elle une part importante des biens nationaux. Mais là n'est pas l'essentiel : le partage des terres ne fut pas égalitaire, et les masses de serfs ne purent pas accomplir leur fait de terre. C'est un fait. Cependant, le fond de la révolution bourgeoise en France et en Angleterre, ce fut la destruction radicale de féodalisme, la suppression des droits seigneuriaux, la grande purification des masses de la pourriture qu'exhalait la vieille société agonisante : il était fait table rase, et le terrain était déblayé pour l'affrontement fondamental et seul fécond de la société moderne, celui qui oppose le bourgeois et le prolétariat.

(Suite page 3)

La contre-révolution et ses flancs-gardes

Il est des critiques qui sont des éloges, et des dénonciations qui sont des complicités. C'est à des « critiques » et à des « dénonciations » de ce genre que se livre la Ligue Communiste, dans son analyse minutieuse du Programme de gouvernement démocratique et d'union populaire, présenté par Georges Marchais en octobre 1971.

Le P.C.F. : critique trotskiste des « moyens » ?

Dans son numéro 128, « Rouge » consacre deux pages, deux pages entières à la critique du P.C.F. Sur ces deux pages, pas une ligne qui ne tremble de cupidité et d'indécision tacticienne devant le prétendu « parti ouvrier », pas une ligne qui appelle la contre-révolution par son nom : contre-révolution.

Si Henri Weber trouve quelques « incohérences » dans le programme des larbins de l'impérialisme russe, il lui semble pourtant que « l'incohérence la plus criante se situe au niveau des moyens politiques préconisés pour la réalisation de ce programme ». Pourtant, l'« incohérence » du programme lui-même doit avoir quelque charme, puisque le rédacteur de « Rouge » écrit quelques lignes plus loin : « Dans les semaines à venir, nous reviendrons inlassablement sur l'utopisme stérile de ce conte de fées ». Sévère envers le choix des moyens, Monsieur Weber aura sans doute bougonné : « utopisme stérile », mais pas avant d'avoir avoué, en hochant la tête devant le programme d'un œil attendri « conte de fées ». L'article de fond du même journal, consacré au même sujet, est présenté de la façon suivante :

« Dans ce numéro, Christiane Tillier décrit en détail le piège où son électoralisme enferme le P.C.F. ». Et l'article lui-même porte en effet ce titre révélateur : « Le cercle vicieux de l'électoralisme ».

Cependant, l'hebdomadaire trotskyste ne se limite pas à cette sévère critique de « l'électoralisme » du P.C.F., il combat aussi avec une énergie farouche sa politique d'« alliances à droite ». Ainsi, le même Weber, dans son éditorial, s'en prend avec fougue à François Mitterrand : « loin de chercher à réaliser le front uni » que de la classe ouvrière pour conquérir le pouvoir et pour transformer radicalement la société, Mitterrand s'efforce de passer un accord superficiel » peu compromettant avec le P.C.F. afin de se propulser à la tête de l'opposition de gauche tout en gardant les mains libres ».

Si le P.C.F. s'allie avec Mitterrand, celui-ci n'aura aucun respect pour la tactique du III^e Congrès de l'I. C., et refusera tout véritable Front Unique, avertit Weber avec des airs de Jocaste. D'ailleurs, non seulement Mitterrand n'est pas prêt à « transformer radicalement la société »,

mais encore il a toutes les audaces : « Politiciens bourgeois, Mitterrand et les notables "socialistes" n'ont nullement l'intention de nationaliser les secteurs clés de l'économie, pas plus qu'ils ne sont décidés à réviser profondément la Constitution » de 58, ou à rompre avec l'« Europe des trusts et l'Alliance Atlantique ». Diable ! Quelle acuité critique Monsieur Weber ! Quel fulgurant coup de génie vous a-t-il fait découvrir que ne sont pas révolutionnaires des gens qui se refusent à... réviser la Constitution ? Quelle puissance prophétique vous a conseillé de mettre en garde ce pauvre P.C.F., déjà tombé dans le « piège » de l'électoralisme, contre de si perfides alliés ?

De toute la « terrible » et « révolutionnaire » critique de la Ligue, le lecteur retire une seule et unique impression : les trotskystes critiquent non pas le but du P.C.F., non pas son programme lui-même, mais les moyens qu'il compte adopter pour le mettre en œuvre. Ainsi continue à s'enraciner dans les esprits cette image, que la bourgeoisie elle-même ne dédaigne pas de propager à l'occasion, d'un « parti ouvrier » un peu mou, combattant le capitalisme au nom des intérêts ouvriers, mais qui aurait fini par s'« assagir » quelque peu, pas au point cependant que des trotskystes refusent de faire avec lui un bout de chemin, dans le secret espoir, bien sûr, de le dépasser en route. C'est parce qu'ils ont semé, et qu'ils sèment toujours ces déplorables et dangereuses illusions que les trotskystes méritent pleinement d'être appelés les flancs-gardes de la contre-révolution.

(Suite page 2)

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 22 janvier et 5 février, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 30 janvier et 13 février, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobetins.

● A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Mythe du Vietminh et vérité historique

(Le début de cette étude a paru dans les numéros 112, 114 et 118 du « Prolétaire »).

Bilan de la réforme agraire

La réforme agraire lancée en 1953 pour faire face aux besoins de la guerre et de l'augmentation de la production, devait inévitablement déchaîner la lutte des classes dans les campagnes.

Malgré les espérances du gouvernement, qui préconisait un éventail de mesures différenciées suivant la position des grands propriétaires fonciers, l'action des paysans pauvres s'exerça de manière incontrôlée. Ils n'obéirent pas à des « critères politiques », mais à des « critères économiques », et ils frappèrent indistinctement les propriétaires terriens, indépendamment de leurs idées, et même les paysans riches. Alors que le gouvernement pensait le retenir dans les limites étroites de ses besoins, militaires et économiques, le mouvement échappa au contrôle de la R.D.V. et poussa bien au-delà des limites dans lesquelles on voulait l'emprisonner.

C'est pourquoi, en 1956 (après la guerre contre la France), le gouvernement de la R.D.V. dut faire marche arrière, en s'adonnant à ce qu'on appela l'« orgie d'autocritique ». Les principales « erreurs » commises au

cours de la réforme, furent passées en revue. On dénonça surtout les « tendances extrémistes » qui s'étaient manifestées et le grand nombre de « victimes innocentes ».

Le spécialiste vietnamien Lê Châu, auteur d'une analyse des structures économiques du Viet-Nam résume ainsi les « erreurs » : « La mauvaise classification des propriétaires et des différentes catégories de paysans, des ennemis et des amis — la non-application des traitements de faveur réservés aux propriétaires résistants par rapport aux autres propriétaires — l'atteinte à la liberté religieuse ». Et il ajoute : « Les erreurs de la réforme agraire ont eu une influence néfaste sur la politique du Front National Uni. Cette influence s'est traduite par la situation extrêmement tendue à la campagne (...). Le soutien des masses paysannes sembla ébranlé par ces épreuves » (op. cit. pp. 147 et 149).

En ce qui concerne les terres appartenant à l'Eglise, qui en 1953 constituait encore 10 % du total, au début de la réforme les fonctionnaires avaient l'ordre de s'en tenir aux décisions

des assemblées paysannes de village et de s'abstenir de la façon la plus absolue de donner des ordres impératifs (il était dangereux, à ce moment-là, de heurter les paysans). En 1955, le gouvernement, soucieux de s'assurer l'appui des différentes églises, prit un décret concernant la « protection de la liberté religieuse », dans lequel il est dit : « Les évêques, curés, pasteurs, pasteurs, dirigeants religieux qui ont personnellement des terres à affermer comme les propriétaires terriens ne sont pas classés comme propriétaires terriens (...). Pour assurer l'exercice du culte de la population et pour aider les religieux, le gouvernement accorde sa sollicitude en allégeant les taxes agricoles sur les terres et les rizières laissées en jouissance aux églises, pagodes, sanctuaires, après la réforme agraire » (ibid. p. 408).

A partir de 1956, le gouvernement entreprend une série de mesures de « correction des erreurs » commises durant la réforme. Dans ce but, la X^e session du comité central du Parti décide entre autres de « rectifier la classification des paysans et d'indemniser les victimes innocentes... Les comités de réformes agraires n'ont plus droit à la direction [des affaires d'Etat] mais de-

viennent des organismes d'études (...). Les tribunaux populaires spéciaux sont supprimés ; les libertés religieuses et celles de l'union populaire doivent être respectées ». (ibid. pp. 154 et 156).

En 1958, dans un rapport au congrès du front national, le fonctionnaire Truong Chinh décrit quelques résultats de cette campagne de « corrections » : « Dans 3.501 villages, nous avons fait des démarches pour que les bénéficiaires de la réforme agraire consentent à indemniser les victimes innocentes. Les résultats obtenus se chiffrent à près de la moitié de la valeur des terres exportées... Le bétail a été indemnisé à 38,5 % ; 64,6 % des biens immobiliers ont été restitués... Les communautés religieuses auxquelles on avait laissé des terres de façon insuffisante, se sont vu attribuer de nouvelles terres » (p. 155).

Selon les chiffres rapportés par Lê Châu, avec la réforme, on avait distribué, dans le Nord, 810 mille ha de terres, et 107 mille têtes de bétail à 2.200.000 familles composées de 9 millions de personnes (72 % de la population rurale).

Dotation moyenne de terre par bouche à nourrir avant et après la réforme agraire (p. 140)

condition indispensable du développement des forces productives. L'Etat vietnamien, comme tous les Etats du « tiers-monde », se trouvant, face au marché mondial, privé d'une industrie de base, devait tirer de la terre toutes ses ressources, et de plus il devait le faire avec des moyens rudimentaires. C'est seulement en produisant un surplus de produits agricoles et en exploitant les produits de ses mines, qu'il pouvait acquérir sur le marché mondial les machines-outils et tout le matériel nécessaire pour se constituer une industrie nationale. Le développement de l'économie imposait donc un gigantesque effort productif dans les campagnes, mais cela devait inévitablement amener un renforcement des paysans riches.

Qui donc pouvait accumuler des surplus de production ? Certainement pas les paysans pauvres, mais seulement ceux qui possédaient la meilleure terre, des bêtes de trait et du matériel agricole. Etant donné la gestion individuelle du sol, il fallait donc passer par la concentration de la terre, du bétail, des machines agricoles dans les mains d'une couche de paysans riches, ce qui amenait du côté opposé un nouvel appauvrissement et la prolétarianisation des paysans les plus pauvres.

Ce phénomène fut défini comme la « koulakisation vietnamienne » par analogie avec ce qui s'était passé en Russie.

C'est pourquoi, l'action des paysans pauvres au cours de la réforme fut dirigée non seulement contre les gros propriétaires fonciers, exploités de demain, mais aussi contre les paysans riches, exploités de demain. La situation des paysans pauvres s'aggrava d'une manière telle que dans la région de Nghe An, en 1956, une révolte éclata qui fut durement réprimée par l'armée de la R.D.V. (de Nghe An est la région même où, en 1930, s'étaient constitués des soviets).

La contre-révolution et ses flancs-gardes

ou critique communiste du Programme ?

(Suite de la première page)

Pour nous marxistes, il ne s'agit pas le moins du monde d'admettre que le Programme du P.C.F., malgré ses « incohérences » serait socialiste, et que la faiblesse des « moyens politiques » préconisés pour sa réalisation le font sombrer dans l'opportunisme. Il s'agit au contraire de montrer qu'il existe un lien entre le programme du P.C.F. et les moyens qu'il se propose d'employer, et que tous deux sont contre-révolutionnaires.

Il n'y a pas une once de socialisme, au sens marxiste du terme, dans le programme du P.C.F. Seules quelques phrases extrêmement vagues rejettent dans un avenir brumeux et lointain une société communiste, décrite en termes si vagues et si imprécis qu'un libéral classique s'en accommoderait facilement, puisqu'il est bien connu que les libéraux ont toujours voulu le bonheur, la liberté, et l'épanouissement des personnes. Mais pour l'immédiat, toutes les propositions du P.C.F. pour « bouleverser la société » se limitent à la « nationalisation des grands moyens de production et d'échange » ! Et les seules critiques que vous adressez à ce plan de nationalisations, Monsieur Weber, sont des critiques de détail, dérisoires, qui prouvent que vous admettez l'essentiel : les nationalisations.

Vous croyez insidieuse la question que vous posez au P.C.F., de savoir s'il indemniserait ou non les capitalistes expropriés. Vous croyez habile d'expliquer aux ouvriers du « parti ouvrier » que l'alliance avec Mitterrand est « incohérente », parce que ce bourgeois n'est pas décidé vraiment à nationaliser ! Et avec toute votre habileté, vous « oubliez » justement de critiquer l'essentiel : vous oubliez de dire que les « nationalisations » elles-mêmes n'ont rien de socialiste, et qu'il n'en résultera même pas une petite amélioration du sort du prolétariat.

Vous oubliez de dire, comme vous devriez le faire si vous étiez des communistes, que, comme le dit Engels dans l'« Anti-Dühring », lorsque le capital passe aux mains de l'Etat : « le capitalisme n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à l'extrême ». Vous ne vous rendez pas compte que vous participez à la formidable mystification petite-bourgeoise soigneusement entretenue par toute la société capitaliste contemporaine, qui identifie le capitalisme et le socialisme, la nationalisation, ultime concentration du capital, et la socialisation, destruction du capital.

C'est parce que vous ne savez pas, Messieurs les trotskistes, ce

qu'est le communisme, que vous pouvez porter au P.C.F. une critique de détail, et le considérer comme un « parti ouvrier », suivant la funeste terminologie de la III^e Internationale en déclin. Sinon vous seriez contraints de dénoncer ce programme, en tant que programme, parce qu'il n'est pas un programme de destruction, mais de sauvegarde et de renforcement de la société marchande. Parce qu'il exprime les illusions de la petite bourgeoisie, qui croit qu'en « débarrassant le pays des monopoles », et en confiant la gestion des grandes entreprises à l'Etat, en assurant un « juste salaire » aux ouvriers, elle établira le paradis sur terre. Cette petite bourgeoisie, dont vous partagez dans une certaine mesure les illusions, confond son rêve de capital étatisé, et d'« Etat démocratique », avec le socialisme.

Car le P.C.F. n'est nullement un « parti ouvrier », mais un parti petit-bourgeois. Nous ne tirons pas cette conclusion d'une plate analyse sociologique qui nous permettrait de dire que le parti de Marchais, s'étant vidé d'un bon nombre de ses adhérents ouvriers, serait devenu un parti bourgeois. Bien que la critique sociologique ait son importance, et qu'il ne soit pas indifférent de savoir que le P. C. compte dans ses rangs moins de 50 % d'ouvriers, et 10 % de petits commerçants et petits patrons, elle n'est pas essentielle. Et l'essentiel, c'est le programme politique.

Son programme nous permet d'affirmer que le P.C.F. est le parti de la petite-bourgeoisie contre-révolutionnaire, et de l'aristocratie ouvrière qui se rattache à elle. Et seule la critique effectuée dans cette optique peut se réclamer du marxisme. Loin d'opposer à la société bourgeoise les principes communistes, le P.C.F. se réclame des principes bourgeois, dans leur application « véritable ».

Là est le secret du P.C.F. : il oppose la pratique bourgeoise aux principes bourgeois, et en appelle aux principes, contre la pratique. Il prend les bourgeois au mot, et leur réclame l'avènement véritable de la véritable démocratie. Il n'est que de l'écouter parler.

« Les représentants du pouvoir tentent de faire croire que la France marche en tête du progrès économique. C'est une affirmation absolument contraire à la réalité ». Les marxistes sont contre le « progrès économique » dont parle ici le P.C.F., et qui est le progrès économique bourgeois. Les représentants du grand capital sont pour le progrès éco-

nomique réel. Le P.C.F. est pour un véritable progrès économique.

« Le peuple français doit pouvoir, en toutes circonstances, décider souverainement de la conduite des affaires nationales ». Les marxistes sont contre la « souveraineté nationale », ou démocratie. Les bourgeois sont pour la démocratie. Le P.C.F. est pour une démocratie véritable.

« Une France démocratique doit être, en effet, une France indépendante ». Les marxistes sont contre l'« indépendance » des nations, la concurrence universelle, le commerce et les guerres qui en résultent. Les bourgeois sont pour l'indépendance des nations, principalement de la leur, et autant que possible au détriment des autres. Le P.C.F. est pour une véritable indépendance nationale.

Ainsi, point par point, sur toutes les questions fondamentales, le P.C.F. est en accord avec les principes bourgeois, en opposition directe avec les principes communistes.

A son troisième Congrès, l'I. C. eut encore des formules heureuses. C'est elle qui écrivit : « Malgré toute la diversité de leurs dénominations, les partis politiques d'Europe et d'Amérique peuvent être divisés en trois groupes : 1) les partis de la bourgeoisie ; 2) les partis de la petite bourgeoisie ; 3) le parti du prolétariat (les communistes) ». Libre aux trotskistes de faire le Front Unique contre le capital avec des gens qui, dans toute leur propagande et leur agitation, se réclament des principes du Capital ! Libre à la Ligue de dénoncer le « piège électoraliste » où se prendrait ce malheureux « parti ouvrier ». Libre à tout ce beau monde de ne rétenir de l'I. C. que ses pires erreurs. Nous, qui nous réclameons des principes du communisme, nous savons que le P.C.F. doit être combattu de front. Et que nos objectifs sont non pas la démocratie, mais la dictature du prolétariat, non pas la croissance économique, mais la destruction du capital, non pas l'indépendance, mais la destruction des nations.

Aussi, de la troisième Internationale, nous préférons ne retenir que la classification rapportée plus haut. Nous n'avons aucun mal à classer le P.C.F. dans la seconde catégorie. Quant aux trotskistes, eux qui font le Front Unique avec la contre-révolution, et qui critiquent le programme productiviste du P.C.F. pour « insuffisance de moyens », qu'ils veillent à se faire eux-mêmes une petite place dans la classification. Nous les voyons déjà pris en sardine, et poussant des petits cris d'écorchés, mais faisant beaucoup de tapage, à côté de leurs compères stalinien.

Catégorie de producteurs Avant

	En m2
Propriétaire foncier	6779
Paysan riche	2116
Paysan moyen	999
Paysan pauvre	343
Paysan salarié	—

Après

Propriétaire foncier	825
Paysan riche	2159
Paysan moyen	1565
Paysan pauvre	1372
Paysan salarié	1421

Ces données sont certainement peu dignes de foi ; en outre la détermination de la surface de terre par bouche à nourrir est une donnée très douteuse qui signifie peu de choses et qui est très difficile à déterminer. Il est certain cependant que la grande propriété foncière subit un rude coup : ce qui, naturellement, ne veut pas dire que les disparités sociales dans les campagnes aient été éliminées.

L'abolition de l'importance déterminante de la propriété foncière absentéiste, était la

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Vient de paraître :

PARTI ET CLASSE

Le lecteur trouvera dans cette brochure, outre les « Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » approuvées par le 2^e Congrès de l'Internationale communiste en 1920, trois textes de la Gauche communiste « italienne » sur le même sujet : les deux premiers publiés en 1921, alors que tout le Parti communiste d'Italie était rassemblé autour de nos positions, et le troisième rédigé après la deuxième guerre mondiale, alors que la Gauche s'était désormais organisée en Parti en dehors des organisations compromises dans l'irréversible dégénérescence stalinienne, et contre elles.

Ces quatre textes ont en commun l'affirmation du rôle primordial de la forme Parti, non seulement dans la préparation et dans la réalisation de la conquête révolutionnaire du pouvoir, mais aussi dans l'exercice de la dictature prolétarienne, puisque la guerre de classes, bien loin de s'atténuer après la révolution, s'aiguise et s'étend à l'échelle mondiale.

La continuité de la conception marxiste du Parti, allant du Manifeste de 48 jusqu'aux thèses du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste et aux textes dans lesquels notre courant synthétise les rapports entre la classe et son organe le Parti, est montrée dans une ample introduction qui souligne l'opposition totale entre la vision marxiste et celle de courants comme le KAPD de 1920 et les « Triunistes » hollandais.

La brochure de 60 pages, 4 francs. Commandes au « Prolétaire » (ajouter 1 franc pour frais d'envoi sous pli fermé).

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »
C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 F et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

- ◆ « prolétaire » : 6 mois.
- ◆ « prolétaire » : 1 an.
- ◆ « programme communiste ».
- ◆ Combiné.

(entourer le signe)

